

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. XII-bis N. 118

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1 dicembre 2004)

Raccomandazione n. 757

Le nuove sfide per la cooperazione transatlantica in materia di sicurezza

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'Assemblée,

(i) Reconnaissant que les Etats-Unis et l'Europe ont en commun des intérêts vitaux, tels que le maintien des valeurs démocratiques et la lutte contre des menaces à la sécurité et à la prospérité;

(ii) Constatant que la stratégie de sécurité nationale des Etats-Unis et la Stratégie de sécurité de l'UE font une analyse assez similaire des menaces sécuritaires à affronter, mais que les Etats-Unis et l'UE divergent souvent sur les méthodes et les moyens à utiliser pour faire face à des menaces communes;

(iii) Expriment leur vive préoccupation face au danger terroriste, qui a touché tant le territoire américain lors des terribles attentats du 11 septembre 2001 que le territoire européen le 11 mars 2004 à Madrid;

(iv) Confirmant la solidarité totale des Européens et des Américains dans la lutte contre le terrorisme;

(v) Confirmant qu'il est indispensable que la lutte contre le terrorisme soit conduite dans le respect des libertés et des droits fondamentaux et du droit à un procès équitable, et exprimant par consé-

quent sa préoccupation à l'égard des prisonniers de Guantanamo;

(vi) Consciente de l'importance d'accroître la qualité des consultations transatlantiques, tout particulièrement dans le cadre de l'OTAN, et soulignant qu'un dialogue ne peut être utile que s'il est mené dans un esprit d'ouverture et de compréhension mutuelle;

(vii) Considérant l'intérêt commun des Etats-Unis et de l'Europe à promouvoir les bénéfices de systèmes politiques transparents et respectueux des droits de l'homme, ainsi que d'économies saines et prospères;

(viii) Tenant compte des changements affectant l'OTAN, notamment de ses efforts pour adapter ses capacités militaires aux nouveaux défis de sécurité et à l'extension de son champ d'action géographique;

(ix) Estimant essentiel que les alliés transatlantiques préservent leur aptitude à opérer ensemble, tout en reconnaissant que les armes et équipements de haute technologie ne constituent pas un remède universel susceptible de contrer toutes les menaces;

(x) Regrettant que certaines autorités américaines tiennent un discours particulièrement critique vis-à-vis de la politique européenne de sécurité et de défense et que bien souvent, même les experts politiques méconnaissent les positions européennes, et vice-versa;

(xi) Soulignant qu'il importe que tous les membres des Nations unies se conforment à toutes les résolutions et déplorant à cet égard la reconnaissance unilatérale apportée récemment par les Etats-Unis à l'ancienne République yougoslave de Macédoine en tant que « République de Macédoine », ce qui est contraire à l'esprit des Résolutions 817 (1993) et 845 (1993) du Conseil de sécurité des Nations unies;

(xii) Rappelant la détermination du Conseil européen à doter l'Union européenne d'une capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédi-

bles afin de réagir face à des crises internationales;

(xiii) Soulignant qu'en renforçant la solidarité entre les pays de l'Union européenne pour que l'Europe puisse avoir plus d'influence dans les affaires du monde, les pays de l'Union peuvent contribuer à la vitalité d'une Alliance atlantique rénovée et au renforcement de l'autorité des Nations unies;

(xiv) Rappelant le rôle prépondérant et positif joué par les Etats-Unis et les alliés européens en Afghanistan, notamment par le biais de l'OTAN, se félicitant de l'élection du Président Karzaï, mais s'inquiétant néanmoins de la montée préoccupante des pouvoirs des seigneurs de la guerre et du développement croissant de la production d'opium;

(xv) Considérant que la coopération euro-américaine est nécessaire en vue de contribuer au redressement économique de l'Irak et d'améliorer les conditions de sécurité du pays, en renforçant notamment l'armée irakienne dans le cadre de la mission de formation de l'OTAN ;

(xvi) Estimant que toute solution viable au conflit israélo-palestinien devra inclure tous les paramètres mentionnés dans la Feuille de route, s'inquiétant du tracé du mur de sécurité en cours de construction, mais saluant néanmoins l'adoption par la Knesset du plan de retrait israélien de la bande de Gaza;

(xvii) Estimant essentiel, après le décès du Président Arafat, que les alliés transatlantiques soutiennent la tenue des élections prévues le 9 janvier 2005 et encouragent la relance du processus de paix dans la région;

(xviii) Considérant que l'Iran a admis avoir dissimulé un programme nucléaire ambitieux et avoir notamment procédé à des opérations d'enrichissement d'uranium sans le signaler à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et tenant compte des récentes demandes formulées par l'AIEA, en ce qui concerne le programme nucléaire de l'Iran;

(xix) Souhaitant vivement que les Américains et les Européens unissent leurs efforts politiques en vue de promouvoir le respect et le renforcement des traités existants afin d'éviter la prolifération d'armes de destruction massive, tant nucléaires que chimiques ou biologiques;

(xx) Soulignant qu'une coopération transatlantique se justifie d'autant plus que le danger de prolifération des armes de destruction massive s'amplifie avec le risque de voir des groupes terroristes tenter d'en produire ou d'en détourner à leurs propres fins,

RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES GOUVERNEMENTS MEMBRES DE L'UEO A

1. S'engager, à la suite des dernières élections présidentielles aux Etats-Unis, à coopérer avec la nouvelle administration du Président Bush, y compris au sein des organisations multilatérales, en vue de promouvoir l'Etat de droit et d'instaurer un monde juste, démocratique et sûr;

2. Approfondir le dialogue au sein de l'OTAN, qui reste le principal forum de consultation transatlantique;

3. Rendre complémentaires les efforts entre l'OTAN et l'UE en vue de se doter des nouvelles capacités militaires dont l'Alliance et l'Union ont vraiment besoin pour faire face aux nouveaux défis de sécurité et s'efforcer d'éliminer les lacunes et les doubles emplois en matière de capacités militaires;

4. S'engager à mieux expliquer aux autorités américaines les avantages réciproques découlant du développement de la politique européenne de sécurité et de défense et la complémentarité de cette politique avec celle de l'OTAN;

5. Renforcer la coopération entre les Etats-Unis et l'Europe en matière de renseignement;

6. Faire de sérieux efforts pour mieux informer l'opinion publique américaine

des principales évolutions en Europe, et vice-versa;

7. Déployer, dans le cadre de l'ISAF, les forces armées de maintien de la paix requises et les équipes provinciales de reconstruction nécessaires sur le terrain en Afghanistan, et apporter une aide financière supplémentaire aux Afghans en matière de reconstruction économique;

8. S'engager sans partage à participer à la mission de l'OTAN de formation des forces de sécurité irakiennes et à agir de concert dans le cadre de l'UE et de l'ONU pour contribuer à la stabilisation politique et à la reconstruction économique de l'Irak;

9. Inviter les parties au conflit israélo-palestinien à appliquer toutes les mesures prévues par la Feuille de route, avec pour objectif d'aboutir au règlement permanent du conflit sur la base de deux Etats coexistant dans la paix et la sécurité ;

10. Elaborer dès maintenant une stratégie très ciblée pour aider l'Autorité palestinienne en matière de police et de réformes politiques et économiques, ainsi que pour appuyer le processus électoral

11. Faire pression sur l'Iran pour que ce pays se conforme aux exigences de l'Agence internationale de l'énergie atomique à son égard et ratifie le Protocole additionnel de l'AIEA prévoyant un régime renforcé d'inspection sur les sites nucléaires;

12. Convaincre les Etats-Unis de promouvoir la création d'une Agence internationale de vérification du désarmement, permanente et indépendante, capable d'assister rapidement le Conseil de sécurité des Nations unies et insister auprès des autorités américaines pour qu'elles signent le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;

13. Se mettre d'accord avec les Etats-Unis en vue de s'atteler prioritairement à la lutte contre les causes du terrorisme, en oeuvrant notamment à l'ouverture des systèmes politiques et au développement économique dans le monde islamique.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 757

Le nuove sfide per la cooperazione transatlantica in materia di sicurezza

L'Assemblea,

(i) riconoscendo che gli Stati Uniti e l'Europa hanno in comune interessi vitali, quali la salvaguardia dei valori della democrazia e la lotta contro le minacce che compromettono la sicurezza e la prosperità;

(ii) constatando che la Strategia per la sicurezza nazionale degli Stati Uniti e la Strategia per la sicurezza dell'UE fanno un'analisi assai simile dei rischi per la sicurezza che i due continenti sono chiamati ad affrontare, ma che gli Stati Uniti e l'Unione europea hanno spesso posizioni divergenti sui metodi e sugli strumenti cui ricorrere per far fronte alle minacce comuni;

(iii) esprimendo la sua profonda preoccupazione in relazione al rischio del terrorismo che ha colpito sia il territorio americano, con gli esecrabili attentati dell'11 settembre 2001, sia il territorio europeo l'11 marzo 2004 a Madrid;

(iv) Confermando che la solidarietà degli europei con gli americani nella lotta contro il terrorismo è indivisibile;

(v) Confermando altresì che è essenziale condurre la lotta contro il terrorismo secondo modalità che rispettino i diritti e le libertà fondamentali, nonché il diritto ad un equo processo, ed esprimendo per-

tanto preoccupazione con riguardo agli internati della Baia di Guantanamo;

(vi) consapevole dell'importanza di migliorare la qualità delle consultazioni transatlantiche, in particolare nel quadro della NATO, e sottolineando che il dialogo può essere utile solo se viene condotto in uno spirito di apertura e di reciproca comprensione;

(vii) considerando il comune interesse degli Stati Uniti e dell'Europa a contribuire a sistemi politici trasparenti e rispettosi dei diritti umani nonché ad economie sane e prospere;

(viii) tenendo conto dei cambiamenti in atto nella NATO e, in particolare, delle misure volte ad adeguare le sue capacità militari alle nuove sfide per la sicurezza e di allargare i confini geografici del campo di azione dell'Organizzazione;

(ix) ritenendo fondamentale che gli alleati transatlantici conservino la loro capacità di operare insieme e riconoscendo allo stesso tempo che armi e materiale di elevato contenuto tecnologico non rappresentano un rimedio universale contro tutte le minacce;

(x) deplorando che alcune autorità statunitensi assumono un atteggiamento particolarmente critico nei confronti della politica europea di sicurezza e di difesa e

che persino molti analisti politici fraintendono le posizioni assunte dagli europei, e viceversa;

(xi) sottolineando che è importante che tutti gli Stati membri delle Nazioni Unite rispettino tutte le risoluzioni e deplorando a tale riguardo il riconoscimento unilaterale espresso recentemente dagli Stati Uniti alla Ex Repubblica Jugoslava di Macedonia come « Repubblica di Macedonia », atto che è in contrasto con lo spirito delle Risoluzioni 817(1993) e 845(1993) del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite;

(xii) ricordando la determinazione del Consiglio europeo a dotare l'Unione europea di una capacità di azione autonoma, sostenuta da forze militari credibili, per potere reagire alle crisi internazionali;

(xiii) sottolineando che mediante una più forte solidarietà fra gli Stati membri dell'Unione europea, intesa a conferire all'Europa una maggiore influenza negli affari internazionali, i paesi dell'Unione possono contribuire alla vitalità di un'Alleanza atlantica rinnovata e al rafforzamento dell'autorità delle Nazioni Unite;

(xiv) ricordando il ruolo preminente e positivo che gli Stati Uniti e gli alleati europei hanno svolto in Afghanistan, in particolare tramite la NATO, rallegrandosi dell'elezione del Presidente Karzai, ma allarmata tuttavia dal preoccupante risorgere del potere dei signori della guerra e dall'ulteriore aumento della produzione di oppio;

(xv) considerando che la cooperazione euro-americana è necessaria per contribuire alla ricostruzione economica dell'Iraq e migliorare le condizioni di sicurezza del paese, rafforzando in particolare l'esercito iracheno nel quadro della missione di addestramento della NATO;

(xvi) ritenendo che ogni percorribile soluzione del conflitto israelo-palestinese dovrà contemplare tutti i parametri della

Road Map, preoccupata per il tracciato del Muro di sicurezza attualmente in costruzione, ma ciò nonostante accogliendo favorevolmente l'adozione, da parte della Knesset, del piano di ritiro israeliano dalla Striscia di Gaza;

(xvii) ritenendo essenziale, dopo il decesso del Presidente Arafat, che gli Alleati transatlantici diano il proprio sostegno coordinato a che abbiano effettivamente luogo le elezioni previste per il 9 gennaio 2005 e promuovano il rilancio del processo di pace nella regione;

(xviii) considerando che l'Iran ha ammesso di avere tenuto segreto un programma nucleare ambizioso e di avere prodotto uranio arricchito non dandone notifica all'Agenzia internazionale per l'energia atomica (AIEA), e tenendo conto delle recenti richieste formulate dal Consiglio dei governatori sul programma nucleare del paese;

(xix) auspicando vivamente che americani ed europei si uniscano nel comune impegno politico volto a promuovere il rispetto e il consolidamento dei trattati in vigore al fine di evitare la proliferazione delle armi di distruzione di massa, sia nucleari che chimiche e biologiche;

(xx) sottolineando che una cooperazione transatlantica è tanto più giustificata quanto più il pericolo della proliferazione delle armi di distruzione di massa viene ulteriormente aggravato dal rischio che gruppi di terroristi possano tentare di produrne o procurarsene per utilizzarle ai propri fini,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I GOVERNI DEGLI STATI MEMBRI DELL'UEO A:

1. impegnarsi, sulla scia delle recenti elezioni presidenziali negli Stati Uniti, a collaborare con la nuova amministrazione del Presidente Bush, anche in seno alle organizzazioni multilaterali, per promuo-

vere la legalità e contribuire a un mondo giusto, democratico e sicuro;

2. approfondire il dialogo interno alla NATO che continua ad essere la principale sede di consultazione transatlantica;

3. rendere complementari gli sforzi compiuti dall'UE e dalla NATO per dotarsi di nuove capacità militari di cui entrambi necessitano veramente per potere far fronte alle nuove sfide in materia di sicurezza e per cercare di colmare le lacune e eliminare le duplicazioni nell'ambito delle capacità militari;

4. impegnarsi per illustrare meglio alle autorità americane i vantaggi reciproci derivanti dallo sviluppo della politica europea di sicurezza e di difesa nonché la complementarietà di tale politica rispetto a quella della NATO;

5. rafforzare la cooperazione tra gli Stati Uniti e l'Europa in materia di *intelligence*;

6. compiere seri sforzi per informare meglio l'opinione pubblica americana sui principali sviluppi in atto in Europa, e viceversa;

7. schierare nel quadro dell'ISAF le necessarie forze di mantenimento della pace e Squadre provinciali per la ricostruzione (PRT) in Afghanistan e fornire agli afgani un ulteriore aiuto finanziario destinato alla ricostruzione della loro economia;

8. assumere un impegno incondizionato a partecipare alla missione della

NATO finalizzata all'addestramento delle forze di sicurezza irachene e ad agire di concerto nel quadro dell'UE e dell'ONU per contribuire alla stabilizzazione politica e alla ricostruzione economica dell'Iraq;

9. invitare le parti del conflitto israelo-palestinese ad attuare tutte le misure previste dalla *Road Map* con l'obiettivo di raggiungere una composizione definitiva del conflitto sulla base della coesistenza di due Stati nella pace e nella sicurezza;

10. mettere a punto fin d'ora una strategia altamente mirata per assistere l'Autorità palestinese nel settore delle forze di polizia e nelle riforme politiche ed economiche e per sostenere il processo elettorale;

11. fare pressione sull'Iran affinché si conformi a quanto richiesto dall'Agenzia internazionale per l'energia atomica e ratifichi il Protocollo aggiuntivo AIEA che prevede un regime rafforzato di ispezioni nei siti nucleari;

12. convincere gli Stati Uniti a promuovere la creazione di un'Agenzia internazionale di verifica del disarmo, permanente e indipendente, capace di assistere rapidamente il Consiglio di sicurezza delle Nazioni Unite e sollecitare le autorità americane affinché sottoscrivano il Trattato sul bando totale dei test nucleari;

13. raggiungere un accordo con gli Stati Uniti sull'esigenza di attribuire priorità alla lotta contro le cause del terrorismo, in particolare operando a favore dell'apertura dei sistemi politici e dello sviluppo economico nel mondo islamico.